REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

oooooooooooooooooooooooooooo

ORDONNANCE DE REFERE N° 77/25 du 05/06/2025

**ORDONNANCE
DE REFERE**

Nous **SOULEY Abou**, Vice-président du Tribunal de Commerce de Niamey, agissant es-qualité de **Juge de l'exécution**, assisté de **Maitre Madame Beidou Awa Boubacar**, Greffière, avons rendu l'ordonnance dont la teneur suit:

Entre:

ETABLISSEMENT ALPHA OUMAROU KADRI, ayant son siège social à Niamey/Bobiél, commerce-général, Nif: 107308/P, Tel: 98224979, représenté par Monsieur Alpha Oumarou Kadri, représenté à son tour, en vertu du mandat en date du 14 mai 2025, par Monsieur Mahaman Bachir, né le 12/10/1982 à Niamey, nigérien demeurant à Niamey ;

DEMANDEUR D'UNE PART;

Et

- 1- **ENTREPRISE INDIVIDUELLE OUMAROU SEYBOU**, représentée par son gérant Monsieur Oumarou Seybou, né vers 1977 à Niamey, commerçant y demeurant/Quartier aéroport, Cel: 96141762/90252233, Nif: 49500/P ;
- 2- **SONIBANK NIGER SA**, société anonyme ayant son siège social à Niamey, prise en la personne de son Directeur Général, tiers saisi;
- 3- **BANQUE ATLANTIQUE NIGER SA**, société anonyme ayant son siège social à Niamey, prise en la personne de son Directeur Général, tiers saisi;
- 4- **ORABANK NIGER SA**, société anonyme ayant son siège social à Niamey, prise en la personne de son Directeur Général, tiers saisi;
- 5- **CORIS BANK NIGER SA**, société anonyme ayant son siège social à Niamey, prise en la personne de son Directeur Général, tiers saisi;
- 6- **MAITRE MOHAMED ABDOULAYE SARAFI**, huissier de justice, près le tribunal de grande instance hors classe de Niamey;

DEFENDEURS D'AUTRE PART;

Sans que les présentes qualités puissent nuire ou préjudicier en quoique ce soit aux intérêts réciproques des parties, mais au contraire sous les plus expresses réserves de fait et de droit;

Sur ce ;

Suivant exploit en date du 07 mai 2025 de Maitre Ibrahim Salifou Malam Soffo, huissier de justice près le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey, y demeurant, l'Établissement Alpha Oumarou Kadri, siège social à Niamey/Bobiél, commerce Général, Nif: 107308/P, représenté par Monsieur Alpha Oumarou Kadri, a assigné l'Entreprise Individuelle Oumarou Seybou, représenté par son gérant du même nom, né vers 1977 à Niamey, commerçant y demeurant au quartier Aéroport, Nif:49500/P et autres, à comparaître devant le Président du Tribunal de Commerce de Niamey, statuant en matière d'exécution à l'effet de:

- Y venir l'Entreprise Individuelle Oumarou Seybou et les autres requis ;

Au principal:

- Déclarer nuls les procès-verbaux de saisie conservatoire ;

Au subsidiaire :

- Rétracter l'ordonnance n°82 du 03/04/2025 pour violation de l'article 54 de l'acte uniforme sur les voies d'exécution ;
- Ordonner en conséquence la mainlevée des saisies conservatoires de créances des 04, 07 et 09 avril 2025 sous astreinte de 500.000 fcfa par jour de retard ;
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir sur minute et avant enregistrement, nonobstant toute voie de recours ;
- Condamner l'Entreprise individuelle Oumarou Seybou aux entiers dépens.

À l'appui de son action, l'établissement Alpha Oumarou Kadri expose que suivant procès-verbaux en date des 04, 07 et 09 avril 2025, l'entreprise individuelle Oumarou Seybou a fait pratiquer des saisies conservatoires sur ses avoirs logés dans les livres de Coris Bank, OraBank, Sonibank et Banque Atlantique et lesdites saisies lui ont été dénoncées le 15 avril 2025.

Selon lui, ces saisies ont été opérées en violation des articles 54 et suivants de l'acte uniforme sur les voies d'exécution.

D'abord, il soulève la nullité des procès-verbaux des saisies en cause, pour non reproduction littérale des articles 38, 156, 169 à 172 de l'AUPSR/VE, comme l'exige l'article 157 et selon ses dires, ceux reproduits par la requise sont relatifs à l'ancien acte uniforme.

Ensuite, il estime nuls les mêmes procès-verbaux pour non-respect du délai légal de huit (08) pour la dénonciation de la saisie conformément aux dispositions de l'article 79 de l'AUPSR/VE. Ainsi, alors que la saisie sur ses avoirs logés à Coris Bank a été pratiquée le 04 avril 2025, la dénonciation lui a été faite le 15 avril 2025 au même titre, que les autres saisies, soit dix (10) jours après et l'acte de dénonciation n'indique ni le délai d'un mois ni la date à laquelle il expire.

Enfin, il invoque la fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité de la défenderesse, sur le fondement de l'article 139 du code de procédure civile au motif, que la prétendue facture proforma et le bon de livraison sur lesquels elle se fonde n'ont jamais été émises en son nom.

En conséquence, cette dernière n'a aucune qualité pour agir au nom de l'Entreprise contractante avec laquelle il a signé le contrat, objet de la livraison des marchandises.

Il conclut par ailleurs, à la rétractation de l'ordonnance n°82 en date du 03 avril 2025, pour violation de l'article 54 de l'AUPSR/VE car, la défenderesse ne justifie d'aucune créance paraissant fondée et du fait qu'aucun contrat ne les lie.

Aussi ajoute-t-il, la saisie initiée à son encontre est inspirée d'une prétendue convention et même la procédure au fond toujours pendante devant le Tribunal de Céans ne le concerne en rien.

En tout état de cause renchérit-t-il, la saisie querellée fait l'objet d'une contestation sérieuse aussi bien dans son existence que dans son fondement et à supposer même, que la créance justifiant ladite saisie pourrait paraître fondée en son principe, l'article 54 cité plus haut exige qu'il soit prouvé que son recouvrement est menacé.

Or, tel n'est pas le cas en l'espèce car, le saisissant n'a pas justifié qu'il traverse une situation financière difficile pouvant entraîner son insolvabilité.

Au cours des débats à l'audience, Monsieur Mahaman Bachir, représentant du requérant en vertu du mandat en date du 14/05/2025, maintient l'hypothèse de la nullité des saisies en cause au motif, qu'il n'existe aucune créance entre le saisissant et l'établissement Oumarou Alpha Kadri et que Seybou Oumarou a juste servi d'intermédiaire dans le cadre d'un contrat de livraison de 136 tonnes de riz entre l'Établissement Youssouf et Seydou et le requérant. Selon lui, le défendeur n'ayant pas la qualité de créancier, n'a de ce fait aucun pouvoir pour pratiquer les saisies objet de la présente contestation.

Pour sa part, Monsieur Oumarou Seybou, promoteur de l'entreprise individuelle Oumarou Seybou, prétend que la créance dont le recouvrement est poursuivi résulte d'un contrat de livraison de 900 tonnes de riz avec le requérant dans lesquels il a livré 136 tonnes qu'il a achetées auprès des nommés Souleymane et Youssafa, avant de recevoir paiement de la somme de 14 millions de fcfa. Il conclut, que la créance serait de 590 millions de fcfa et soutient conséquemment la régularité des saisies qu'il a opérées.

En réplique, Mahaman Bachir confirmant la livraison de 136 tonnes de riz et le paiement du montant de 14 millions de fcfa, révèle cependant qu'il n'y a eu plus de livraison et le contrat fut annulé.

EN LA FORME

Attendu que le requérant a introduit son action dans les forme et délai prescrits par la loi ; qu'il y a lieu de la déclarer recevable;

Attendu que le demandeur et le défendeur ont tous comparu à l'audience; qu'il y a lieu de statuer contradictoire à leur égard ;

Que par contre, les tiers saisis ayant parfaitement connaissance de la date de l'audience, pour n'avoir ni comparu, ni fourni des excuses valables justifiant leur non comparution, il sera statué par réputé contradictoire à leur encontre;

AU FOND

SUR LA VIOLATION DES ARTICLES 54 ET 79 DE L'AUPSR/VE

Attendu que le requérant sollicite de la juridiction de céans, l'annulation des saisies conservatoires de créances en dates des 04, 07 et 09 avril 2025, pratiquées son encontre par l'entreprise individuelle Oumarou Seybou pour violation des articles 54, 79 et 157 de l'AUPSR/VE ;

Qu'il prétend non seulement, que les procès-verbaux desdites saisies ne portent pas mention de la reproduction littérale des articles 38, 156, 169 à 172 tel qu'exiger par l'article 157 de l'AUPSR/VE mais aussi, que le délai légal de huit (08) pour la dénonciation de la saisie n'a pas été observé, comme c'est le cas concernant la saisie opérée ente les mains de Coris Bank, le 04 avril 2025 mais dénoncée le 15 avril 2025;

Qu'il soutient, qu'il n'existe aucune créance entre la défenderesse et lui, du fait qu'aucun contrat ne les lie et de ce point de vue, cette dernière n'a aucune qualité pour pratiquer des saisies à son encontre ;

Qu'il fait valoir que même si la créance dont elle se prévaut paraît fondée en son principe, l'entreprise Oumarou Seybou n'apporte pas la preuve des menaces qui pèsent sur son recouvrement conformément à l'article 54 de l'AUPSR/VE ;

Attendu que Monsieur Oumarou Seybou, promoteur de l'entreprise individuelle Oumarou Seybou plaide quant à lui, en faveur de la régularité des saisies querellées au motif, que sa créance à hauteur de 590 millions de fcfa et servant de fondement aux poursuites qu'il a engagées contre le requérant, résulte d'un contrat de livraison de 900 tonnes de riz, dont il a acquis une partie auprès des nommés Souleymane et Youssafa et reçu paiement de la somme de 14 millions de fcfa ;

Attendu qu'il est de prime important de souligner, que la présente procédure est relative à une contestation de saisies conservatoires de créances ;

Qu'à ce titre et contrairement aux prétentions du requérant, l'article 157 de l'AUPSR/VE, qui exige la reproduction littérale des articles 38, 156, 169 à 172 sur l'acte de saisie, se rapportant à la saisie attribution de créances, ne saurait trouver application en l'espèce ;

Attendu par contre, qu'aux de l'article 54 de l'AUPSR/VE: **«Toute personne dont la créance paraît fondée en son principe peut, par requête solliciter de la juridiction compétente du domicile ou du lieu où demeure le débiteur, l'autorisation de pratiquer une mesure conservatoire sur tous les biens mobiliers corporels ou incorporels de son débiteur, sans commandement préalable, si elle justifie de circonstances de nature à en menacer le recouvrement.»**;

Qu'il résulte non seulement, que l'autorisation de pratiquer une saisie conservatoire obéit impérativement à la réunion de deux conditions, dont l'une relative à la créance paraissant fondée en son principe et l'autre tenant aux circonstances de nature à en menacer son recouvrement et d'autre part, qu'une telle mesure doit forcément être dirigée contre la personne du débiteur ;

Que selon la jurisprudence, la preuve de l'existence de ces conditions relatives à la créance et à la menace pesant sur son recouvrement, qui sont cumulatives et non alternatives, incombe au saisissant (CCJA, Ass Plén, n° 08, 20-11-2013) ;

Attendu qu'il est en l'espèce constant comme résultant de l'analyse des pièces du dossier et des débats à l'audience, que le requérant conteste formellement l'existence de la créance sur laquelle s'appuie les saisies querellées et par voie de conséquence sa qualité de débiteur, en ce que selon lui aucun contrat ne le lie à l'entreprise Oumarou Seybou;

Qu'une telle contestation touchant au fondement même de la créance et que la preuve de son existence n'ayant pas été suffisamment rapportée par le créancier, il ya lieu de conclure que la condition relative au caractère fondé en apparence de cette créance n'est pas remplie ;

Qu'en tout état de cause, tout comme la première condition, celle tenant aux menaces qui pèsent sur le recouvrement de la prétendue créance n'est pas remplie car, l'entreprise Oumarou Seybou, n'en a pas apporté la moindre preuve;

Qu'en considération de ce qui précède, il ya lieu de dire et juge que les conditions posées par l'article 54 susvisé ne sont pas réunies ;

Attendu par ailleurs que l'article 79 de l'AUPSR/VE dispose que: **« Dans un délai de huit jours, à peine de caducité, la saisie conservatoire est portée à la connaissance du débiteur par acte de l'huissier de justice ou de l'autorité chargé de l'exécution.**

Cet acte contient à peine de nullité:

- 1- la mention de l'autorisation de la juridiction ou du titre en vertu duquel la saisie a été pratiquée ;**
- 2- la mention du procès-verbal de saisie ;**
- 3- ... » ;**

Qu'il ressort à la lecture des pièces du dossier, s'agissant de la saisie pratiquée contre le requérant le 04 avril 2025 entre les mains de Coris Bank, que l'acte de dénonciation date du 15 avril 2025, au même titre que les saisies des 07 et 09 Avril 2025 pratiquées sur ses comptes logés à Orabank, Sonibank et Banque Atlantique, soit après 10 jours, en violation de l'article 79 susvisé, qui prévoit un délai de 08 jours ;

Que du reste, aussi invraisemblable, que cela puisse paraître concernant toujours la saisie conservatoire en date du 04/04/2025, l'acte de dénonciation en date du 15/04/2025 fait curieusement référence au procès-verbal de saisie du 07/04/2025 en mentionnant Coris Bank parmi les tiers saisis et à propos de la saisie constatée par procès-verbal du 09/04/2025, le même acte fait référence au procès-verbal du 07/04/2025 en citant la Banque Atlantique parmi les tiers saisis;

Que des telles indications erronées et imprécises susceptibles de créer une certaine confusion aux yeux du saisi (débiteur), s'apparentent à un défaut desdites mentions pourtant exigées à peine de caducité ou de nullité, entachant sans aucun doute la régularité des actes qui y sont affectés ;

Qu'au regard de tout ce qui précède, il ya lieu d'annuler les saisies conservatoires de créances en dates des 04, 07 et 09 Avril 2025 pratiquées par l'Entreprise Oumarou Seybou contre le requérant, pour violation des articles 54 et 79 de l'AUPSR/VE ;

SUR LA MAINLEVÉE DES SAISIES QUERELLEES

Attendu que le requérant sollicite qu'il soit ordonné mainlevée des saisies conservatoires de créances en dates des 04, 07 et 09 avril 2025 pratiquées à son encontre par l'Entreprise Oumarou Seybou sous astreintes de 500.000 fcfa par jour de retard ;

Qu'il résulte que lesdites saisies querellées ayant été annulées du fait des irrégularités nées de la violation des articles 54 et 79 de l'AUPSR/VE, il y a dès lors lieu d'ordonner leur mainlevée et ce, sous astreinte de 100.000 fcfa par jour de retard, en vue de vaincre toute éventuelle résistance quant à l'exécution de cette injonction;

SUR L'EXÉCUTION PROVISOIRE

Attendu qu'il est constant, que les saisies conservatoires de créances en date des 04, 07 et 09 avril 2025 pratiquées par l'entreprise Oumarou Seybou contre l'établissement Alpha Oumarou Kadri ont été annulées et leur mainlevée ordonnée ;

Que lesdites saisies étant juridiquement inexistantes, pour avoir perdu leur assise légale, il y a nécessité d'assortir la présente ordonnance de l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement nonobstant toute voie de recours ;

SUR LES DÉPENS :

Attendu que l'entreprise individuelle Oumarou Seybou a succombé à la présente instance, qu'il y a lieu de mettre les dépens à sa charge ;

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement contradictoirement à l'égard du demandeur et du défendeur, par réputé contradictoire à l'encontre des tiers saisis, en matière d'exécution et en premier ressort :

En la forme :

- **Reçoit l'Établissement Alpha Oumarou Kadri en son action comme régulière ;**

Au fond :

- **Annule les saisies conservatoires de créances en dates des 04, 07 et 09 Avril 2025 pratiquées à son encontre par l'Entreprise Oumarou Seybou, pour violation des articles 54 et 79 de l'AUPSR/VE ;**
- **Ordonne la mainlevée immédiate desdites saisies sous astreintes de 100.000 fcfa par jour de retard ;**
- **Ordonne l'exécution provisoire de la présente décision sur minute et avant enregistrement nonobstant toute voie de recours ;**
- **Met les dépens à la charge de l'Entreprise Oumarou Seybou ;**

Avise les parties de ce qu'elles disposent d'un délai de huit (08) jours à compter du prononcé de la présente ordonnance pour interjeter appel, par dépôt d'appel au greffe du Tribunal de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé, les jour, mois et an que dessus ;

Ont signé :

Le Président

Le Greffier